

Embargo : 10 h 30



Communiqué de presse

Lundi 1^{er} décembre 2014

Soutenir les exportations. L'économie intérieure a passé un pic de croissance

La conjoncture suisse perd légèrement de son dynamisme. Cela s'explique, d'une part, par l'atonie des marchés européens. On constate, d'autre part, que les moteurs qui ont alimenté la croissance intérieure ces dernières années s'essoufflent. Ainsi, le système de la santé et le gros œuvre ont passé un pic de croissance. L'année prochaine, les hausses de salaire réelles et les taux d'immigration n'atteindront pas les niveaux de 2014. Néanmoins, les entreprises exportatrices s'affirment dans un contexte difficile, notamment grâce aux débouchés situés hors de la zone euro. L'année prochaine, le produit intérieur brut de la Suisse progressera vraisemblablement de 1,6 %, tandis que le taux de chômage augmentera légèrement pour s'établir à 3,3 %.

En 2015, l'économie mondiale enregistrera une croissance de 3 % ou 4 %, qui sera toutefois répartie de manière très inégale. En tant que pays exportateur européen, la Suisse pâtit fortement de la faible croissance au sein de la zone euro. Les difficultés économiques de nos voisins italiens et français pèsent particulièrement sur les performances de notre économie. Cela dit, même l'Allemagne, la locomotive de la conjoncture européenne, s'affaiblit. Compte tenu des turbulences que traversent les grands pays de la zone euro, il faut s'attendre à ce que toute l'Europe continentale enregistre une croissance faible en 2015. Plusieurs pays du sud de l'Europe, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, sortent toutefois peu à peu de la récession et renoueront avec la croissance l'année prochaine. Dans ces conditions, le chômage record atteint en Europe ne diminuera que lentement. La bonne nouvelle pour l'Europe vient de la Grande-Bretagne dont la croissance conjoncturelle avoisinera les 3 %. L'économie irlandaise aussi enregistrera une progression nette en 2015.

En ce qui concerne l'économie suisse dans son ensemble, la mauvaise conjoncture européenne freine la croissance des exportations. Et pourtant, les exportateurs helvétiques s'en tirent bien dans ce contexte difficile. En 2015, ce sont surtout les marchés extraeuropéens qui stimuleront les exportations. Les États-Unis en particulier ont renoué avec une croissance robuste. L'Asie du sud-est poursuivra sur sa lancée. La croissance de la Chine fléchira légèrement par rapport à ces dernières années, mais l'économie chinoise continuera de donner des impulsions fortes à l'économie mondiale. L'Inde et l'Indonésie connaissent aussi une croissance solide. Cela dit, l'économie européenne n'est pas la seule à s'affaiblir. En 2015, le Japon croîtra seulement modérément et la Russie stagnera dans le meilleur des cas.

Dans ce contexte, l'économie suisse profite toujours de sa forte diversification sectorielle et de sa présence, avec des produits innovants, sur tous les marchés de croissance du monde. D'une manière générale, les entreprises exportatrices bénéficient d'un léger repli du franc par rapport au dollar américain et à d'autres devises non européennes. À cela s'ajoute que la baisse des prix des matières premières réduit les frais d'acquisition. Cette baisse bénéficie également aux marchés mondiaux.

Les exportations suisses augmentent dans un contexte difficile

L'industrie horlogère et le secteur de la technique médicale resteront les moteurs des exportations suisses l'année prochaine. Les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques connaîtront une évolution légèrement moins dynamique, mais toujours supérieure à la moyenne. L'industrie textile sera également en mesure d'améliorer les chiffres à l'exportation. Fortement axée sur l'Europe, l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux voit ses exportations progresser à un rythme inférieur à la moyenne. Les exportations de service ne crèveront pas non plus le ciel. Malgré un afflux d'actifs en provenance de l'étranger, le secteur bancaire, qui a été longtemps un moteur de la croissance, se trouve face à un défi important, à savoir générer des rendements sur la durée dans un contexte de taux faibles. Compte tenu des difficultés de placement actuelles, il lui sera difficile d'accroître la création de valeur. Le secteur de l'hôtellerie, qui pâtit de la mauvaise conjoncture dans les pays voisins, connaîtra aussi une progression inférieure à la moyenne. D'une manière générale, l'économie suisse s'attend à une hausse des exportations de biens et services de 2,9 % environ.

Économie intérieure : plusieurs pics de croissance sont derrière nous

L'économie intérieure de la Suisse profitera, en 2015, d'une hausse nominale des salaires de 1 % en moyenne. L'inflation étant faible, les salaires augmenteront également en termes réelles, même si la hausse restera inférieure à celle de cette année. Il ne faut pas non plus compter sur l'immigration pour donner des impulsions supplémentaires. Le ralentissement de la croissance laisse supposer au contraire un léger recul de l'immigration. Le gros œuvre a aussi passé un pic. Ce secteur subira en 2015 les conséquences de l'initiative sur les résidences secondaires. Le nombre des autorisations de construire recule et on déplore, du côté du génie civil, le faible nombre de nouveaux grands projets. Cela dit, le secteur de la construction conservera un niveau d'activité élevé en Suisse en 2015. D'ailleurs, le second œuvre, où la demande reste forte, enregistrera une légère croissance. Quant aux industries de l'informatique et de la télécommunication, elles se développeront surtout dans le segment des entreprises.

Le système de santé continue de croître, mais à un rythme inférieur à la moyenne de ces dernières années. Les prévisions sont similaires pour le secteur des assurances, qui connaîtra, en 2015, une croissance robuste mais pas euphorique. Les sociétés de conseil, les sociétés fiduciaires et les sociétés de révision seront les moteurs de la croissance indigène. En raison de changements structurels et réglementaires, elles croulent sous les mandats. Les impulsions positives ne suffiront toutefois pas à empêcher le ralentissement de la croissance.

Si on considère le PIB selon son affectation, ces prévisions par branche laissent penser que la consommation privée augmentera moins fortement qu'elle l'a fait en moyenne ces dernières années. Les investissements dans la construction stagneront plus ou moins en 2015. Enfin, l'incertitude entourant le maintien des accords bilatéraux pèse également sur les investissements dans les biens d'équipement.

Le contexte monétaire reste constant

Les taux d'intérêt resteront bas en Suisse en 2015. Comme le taux d'inflation reste proche de zéro et qu'aucune tendance inflationniste ne se dessine pour 2016, la BNS peut maintenir le cours de change plancher de 1,20 franc et poursuivre sa politique de taux bas. Le maintien du cours de change s'impose notamment dans la perspective des mesures supplémentaires que prendra vraisemblable-

ment la BCE pour mettre à disposition des liquidités et stimuler l'octroi de crédits. La fin de la politique monétaire ultra-expansive des États-Unis est en vue et il faut s'attendre à des hausses de taux d'intérêt (probablement minimales et timides) dans le courant de 2015.

Les risques baissiers prédominent

L'économie mondiale se trouve à un point critique. L'idée selon laquelle la politique monétaire ne peut résoudre de problèmes structurels est de plus en plus répandue sur les marchés financiers. La politique monétaire inciterait au contraire les milieux politiques à reporter les réformes nécessaires au lieu de les mettre sur les rails. Ainsi, le courage et la volonté de mener des réformes en profondeur font défaut en Italie et en France, par exemple. En conséquence, les investisseurs sont prudents par rapport aux engagements dans la zone euro. L'endettement continue de s'alourdir. Même si des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'assainissement du bilan des banques, une résurgence de la crise de l'euro est toujours possible et une spirale négative ne peut être totalement exclue. De plus, l'abandon de la politique monétaire ultra-expansive aux États-Unis peut entraîner des revers majeurs sur les marchés financiers et des turbulences monétaires.

Le récent fléchissement de la monnaie chinoise représente un autre risque baissier pour l'économie mondiale. On ne peut pas dire avec certitude si les baisses de taux décidées suffiront à dynamiser la conjoncture. De plus, l'octroi de crédits obéissant souvent à des considérations politiques en Chine, il pourrait avoir un effet boomerang, dans la mesure où l'efficacité des investissements concernés est incertaine. D'autres risques conjoncturels pourraient se matérialiser en fonction de l'évolution de la crise en Ukraine et de celle au Proche-Orient.

Après les votations de ce dimanche, on sait au moins que la population suisse ne souhaite pas restreindre l'immigration de manière radicale. Cela réduit la probabilité de gros conflits avec notre principal partenaire commercial et donc celle d'un recul marqué de la croissance économique en Suisse.

Pour toute question :
Rudolf Minsch, chef économiste
Téléphone : 044 421 35 35
Courriel : rudolf.minsch@economiesuisse.ch

Prévisions concernant l'évolution des comptes nationaux

Variation par rapport à l'année précédente (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P
Produit intérieur brut, réel	3,0	1,8	1,1	1,9	1,8	1,6
Consommation des ménages	1,6	0,8	2,8	2,2	1,4	1,3
Dépenses des pouvoirs publics	0,2	2,1	2,9	1,4	1,1	1,9
Investissements dans la construction	3,5	2,5	2,9	1,2	1,8	-0,2
Dépenses d'investissement	4,9	5,3	2,1	2,0	0,5	0,7
Exportations (total) ¹	7,9	3,5	2,6	0,0	3,5	2,9
Importations (total) ¹	9,5	4,7	4,0	1,4	3,2	2,3

Variation par rapport à l'année précédente (en %), moyenne annuelle

Taux d'inflation	0,7	0,2	-0,7	-0,2	0,1	0,3
Taux de chômage	3,5	2,8	2,9	3,2	3,2	3,3

¹Sans l'or monétaire ni les objets de valeur

Hypothèses exogènes*

	2014	2015
Taux de change CHF/EUR	1,23	1,23
Taux de change CHF/USD	0,92	0,98
Prix du pétrole en USD	90,0	80,0
Croissance aux États-Unis	3,0	3,4
Croissance de la zone euro	0,8	1,0
Croissance de la Chine	7,0	6,8
Taux d'intérêt à court terme	0,2	0,2
Rendement des emprunts de la Confédération	0,7	1,2

* Valeurs à la base des prévisions conjoncturelles